

planification d'État socialiste de mes honorables amis du NPD que l'ancien premier ministre avait acceptée en bloc de l'un de ses conseillers, Tom Kent, je crois. C'est ce genre de domination exercée par la bureaucratie libérale dont nous avons entendu parler récemment lorsque nous examinions le bill sur l'agriculture. C'est le genre de domination bureaucratique libérale que recherchait autrefois le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social lorsqu'il a institué les cartes et les numéros de sécurité sociale. On a agi ainsi dans un but déterminé et toutes ces initiatives s'inspirent de la ligne de conduite générale.

De l'avis des ministres libéraux, des mandarins de la fonction publique, de la multitude de bureaucrates sans âme à Ottawa, il ne faudrait permettre à aucun Canadien de s'immiscer dans la planification, la gouverne et l'administration de l'État. Ils visent à rendre tous les Canadiens contrôlables à l'aide d'un ordinateur central. C'est ce qui explique nos numéros. Il faut donc que le Canadien moyen soit inscrit, canalisé, contrôlé et qu'on ne lui laisse aucune liberté lui permettant d'avoir de l'initiative personnelle ou de s'adonner à une entreprise individuelle. Voilà le but proposé par cette mesure et il sera atteint dans très peu d'années si ce genre de projet est adopté à la Chambre.

Au début des années 30, des citoyens ordinaires et indépendants, du même genre, se sont opposés à la machine gouvernementale soviétique. Les vis-à-vis ont ri tout à l'heure lorsque j'ai mentionné le régime soviétique du début des années 30. La solution prônée par Staline était le collectivisme, la déportation ou le meurtre. Nous sommes plus conciliants et plus subtils. Mais le résultat sera en fin de compte le même—la mort d'une classe. J'en ai parlé déjà.

Les lois libérales ont toujours été marquées au coin de l'excellence et de l'absence d'humanité. Les ministres libéraux et les fonctionnaires supérieurs, au cours des années, sont devenus difficiles à distinguer les uns des autres. Ils n'ont jamais considéré les citoyens canadiens comme des êtres humains, mais comme des unités économiques et sociales. Pour nous en rendre compte, nous n'avons qu'à nous rappeler les recommandations qu'avait faites il y a quelques années le grand prêtre des théoriciens du libéralisme, M. Walter Gordon lorsqu'il cherchait à résoudre les problèmes du Cap-Breton. Sa solution était simple—en amener la population dans le Haut-Canada.

Le même principe se manifeste aujourd'hui. On n'a qu'à examiner l'attitude du gouvernement à l'égard des cultivateurs tant de l'Est que de l'Ouest pour se rendre compte de la froide indifférence qu'on leur témoigne. On

est obsédé par les théories abstraites. Un excellent exemple, c'est la manière d'aborder le problème qui assaille l'industrie de la pêche sur la côte est. Il y a quelques jours à peine, nous avons entendu parler de ce problème. Qu'a répondu le gouvernement aux instances qui lui ont été présentées en vue de sauver cette industrie canadienne de base? Les libéraux ont répondu: Qu'elle meure. Mes collègues de Terre-Neuve peuvent le confirmer. Le gouvernement a répondu: Qu'elle disparaisse d'elle-même, et que le gouvernement assure autrement la subsistance de ces gens. Voilà comment les libéraux ont résolu ces problèmes.

Ils disent: Ne vous souciez de choses comme la dignité humaine ou le désir des hommes de gagner leur vie et celle de leur famille. Du point de vue du planificateur de la vie sociale, c'est plus facile de mettre tous les noms des gens sur une liste, de les numéroter et de mettre le tout sur cartes pour alimenter l'ordinateur. Il est plus efficace d'émettre une série de chèques identiques à intervalles réguliers que de rechercher le moyen d'aider les gens à se débrouiller seuls et à soutenir la concurrence sur un pied d'égalité.

On retrouve la même manière, froide, technologique, d'aborder le problème dans la mesure sur les droits de succession proposée par le ministre. Les unités économiques familiales sont gênantes. Les groupes dispersés de Canadiens à l'esprit indépendant sont ennuyeux. Ils gênent les bureaucrates et ne sont pas adaptables au traitement des ordinateurs. Débarrassons-nous d'eux, disent les libéraux, éliminons-les, enrégimentons-les avec leurs frères dans les immenses centres urbains industrialisés.

Je reconnais que ces mesures toucheront les divers flots d'entreprises particulières qui restent dans les centres urbains tout aussi durement que la collectivité agricole du Canada, mais pour le moment, je me soucie surtout de leur retentissement sur les régions rurales. A mon avis, ces propositions fiscales qui fixent de nouveaux minimums fiscaux et des taux d'imposition accélérés et plus élevés doivent être évaluées en fonction du régime fédéral d'impôt sur les biens transmis par décès dans son ensemble. Elles sont odieuses en soi, mais quand elles s'appliquent aux chiffres d'évaluation fixés arbitrairement par les agents du fisc, accompagnés d'une demande de paiement immédiat, elles peuvent être catastrophiques.

Nous avons tous entendu parler des chiffres défavorables et peu réalistes auxquels sont arrivés les contrôleurs du gouvernement fédéral. Non seulement prennent-ils rarement connaissance des conditions du marché local et des pratiques d'évaluation locales, mais ils ne